



## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

### RESSOURCES HUMAINES 2.1

N° : 2025-07-52

Nombre de membres composant  
le Conseil Municipal : 33  
Membres en exercice : 33

### L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ, LE VINGT DEUX JUILLET

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

#### Date de convocation :

16 juillet 2025

#### Date d'affichage :

16 juillet 2025

#### VOTE :

Pour : UNANIMITE  
Contre :

Abstention :

**Présents** : Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Thomas VAUTRIN - Adjoints au Maire, Michel BARRIERE, , Gilbert MINELLI, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Michel ROUBY, Jocelyne PAIGNON, Olivier BELLATON, Bernard CACACE, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA, Nathalie RIBEMONT, David PEREIRA, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Pierre-Marie SALLE, Patricia DJOSSOUVI, Lydia TCHARLAIAN – Conseillers municipaux.

**Absents et représentés** : Montasser CHARNI (pouvoir à Jean-Michel GENESTIER) , Marie-Thérèse CORDONNIER (pouvoir à Michel ROUBY), Didier GERVAIS (pouvoir à Nicolas REDON), Marc LAMBLIN (pouvoir à Gilbert MINELLI), Michel NUGUES (pouvoir à Noëlle SULPIS), Patricia BIZOUERNE (pouvoir à Arlette ACOCA), Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Didier BELOT (pouvoir à Nicolas RONDEPIERRE).

**Absents** : Sandrine LADISA, Corinne RAOULT

**SECRÉTAIRE DE SEANCE** : Thomas VAUTRIN

#### Objet :

**REGULARISATION DE COTISATIONS IRCANTEC POUR  
UN ANCIEN AGENT DE LA VILLE**

**RAPPORTEUR : Monsieur le Maire**

### NOTE DE SYNTHÈSE :

Par courrier en date du 3 juillet 2025, un ancien agent de la Ville, professeur de trompette au conservatoire, a fait savoir que ses droits en matière de retraite complémentaire ne lui ont pas été attribuées.

Enseignant de janvier 1986 à août 1990, puis de novembre 1997 à septembre 2014, les cotisations IRCANTEC pour la retraite complémentaire des agents non titulaires de la fonction publique d'Etat et territoriale n'ont pas été versés par la Ville. Or en application du décret n°70-1277 du 23 décembre 1970, les cotisations à cette caisse étaient obligatoires depuis le premier contrat en novembre 1997 jusqu'au dernier renouvellement en septembre 2013.

Suivant l'article 37-1 de la loi n°2000-312 du 12 avril 2000 modifiée par la loi n°2007-297 du 28 décembre 2007, la Ville doit donc prendre en charge à posteriori les cotisations salariales et

Accusé de réception en préfecture  
n°219300621 20250730-2025-07-52-DE  
Date de transmission : 30/07/2025  
Date de réception préfecture : 30/07/2025

patronales afin que cet agent puisse bénéficier de ces droits à une retraite complémentaire obligatoire. De plus, il est à noter qu'en matière de cotisations sociales, salariales et patronales, il n'existe aucun délai de prescription.

La présente délibération vise donc à pouvoir expliciter auprès du comptable les raisons du paiement à postériori avec une information à transmettre à l'ensemble des Conseillers municipaux.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°70-1277 du 23 décembre 1970 instituant un régime de retraite complémentaire des assurances sociales pour les agents non titulaires de l'Etat et des collectivités territoriales,

**VU** la loi n°200-312 du 12 avril 2000 et plus particulièrement son article 37-1 modifié par la loi n°2011-1978 du 28 décembre 2011,

**VU** le courrier en date du 3 juillet 2025 reçu en mairie le 7 juillet 2025

**CONSIDERANT** l'avis de la commission « Vie Municipale » du 16 juillet 2025

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE A L'UNANIMITE :**

**ARTICLE 1 : DE DIRE** que la Ville du Raincy aurait du effectuer les démarches nécessaires pour cotiser au régime de retraite complémentaire IRCANTEC pour un agent de la Ville, enseignant de trompette au conservatoire du Raincy de janvier 1986 à août 1990, puis de novembre 1997 à septembre 2014.

**ARTICLE 2 : DE DIRE** que les cotisations salariales et patronales de cet ancien agent de la Ville, seront prises en charge intégralement par la Ville.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits  
(au registre suivent les signatures),

MAIRIE DU RAINCY  
SEINE-SAINT-DENIS  
EXTRAIT CONFORME  
  
**Jean-Michel GENESTIER**  
Le Maire,

La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant en France et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.

Accusé de réception en préfecture  
Date de télétransmission : 30/07/2025  
Date de réception préfecture : 30/07/2025